

Le Réseau Brutus

Autre forme d'action, le réseau Brutus présente la singularité d'affirmer la résistance des socialistes. Il est né des contacts pris par Pierre Fourcaud avec des militants marseillais dont Félix Gouin puis les avocats André Boyer et Gaston Defferre en juillet 1941. Dès lors, le développement du réseau va de pair avec celui du Comité d'Action Socialiste dans les deux zones. En 1943, sous l'impulsion d'André Boyer Brémond, le réseau Brutus s'étend à tout le territoire à partir de Lyon. Pierre Sudreau devient le responsable de la zone nord tandis que Jean-Maurice Hermann est celui de la zone sud. Comme l'écrit l'historien Jean-Marie Guillon, « il fait dès lors partie d'un ensemble d'organisations dont le parti socialiste est le centre... ». Jean Biondi, ancien député-maire socialiste de Creil, un des 80 parlementaires ayant refusé de donner les pleins pouvoirs à Pétain, est l'exemple même de la multiplicité des appartenances au mouvement : agent de Libé-Nord, il est du Comité d'Action Socialiste comme du réseau Brutus.

Durant l'année 1943, les responsables envoyés à Londres allient les activités politique et militaire. Le réseau Brutus agit en liaison avec Police et Patrie, d'autant plus que ses agents sont parfois les mêmes comme André Kleinpeter. Le réseau est décimé fin 1943 par les arrestations puis les déportations de Sudreau, Hermann, puis Boyer. Sont homologués 1 124 agents : 64 sont tués et 101 déportés.